

Division du Médecin cantonal

Réf. : ASF/VB/452.G.2/février 2012

Rappel des exigences légales

Bien que non mentionné ici, l'ensemble des dispositions applicables au pharmacien de la loi du 29 mai 1985 sur la santé publique (LSP), du règlement du 26 janvier 2011 sur l'exercice des professions de la santé (REPS) ainsi que de la loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les produits thérapeutiques (LPT) et de ses ordonnances doit être respecté. Les principales sont rappelées ici :

1. Conformément à l'art. 116 al. 2 LSP, la pharmacie doit être exploitée sous la direction d'un pharmacien autorisé à pratiquer (dit pharmacien responsable) qui doit exercer personnellement et effectivement une surveillance sur les actes pharmaceutiques qui s'y déroulent.
2. L'autorisation d'exploiter est délivrée au pharmacien responsable. Elle est personnelle et intransmissible (art. 116 al. 3 LSP).
3. Le pharmacien responsable d'une pharmacie doit en surveiller l'exploitation personnellement et de façon effective. Lui ou son remplaçant doit être présent durant les heures d'ouverture (art. 27 al. 1 REPS).
4. Quiconque exerce une profession de la santé doit informer, dans un délai de quinze jours, le département de tout changement de nom, de domicile ou d'activité professionnels (art. 84 LSP).
5. Lorsque le pharmacien responsable n'est pas propriétaire de la pharmacie, il doit bénéficier vis-à-vis du propriétaire de toute l'indépendance nécessaire pour assumer la direction et la responsabilité de la pharmacie (art. 116 al. 4 LSP).
6. Le nom du pharmacien responsable doit être inscrit visiblement sur l'officine, les étiquettes et les factures (art. 28 al. 4 REPS).
7. Les membres des professions médicales sont astreints à participer aux dispositifs de garde établis dans le canton (art. 91a LSP).
8. L'autorisation de pratiquer n'est pas requise pour l'exercice à titre dépendant d'une profession médicale lorsque le professionnel est titulaire du diplôme fédéral ou d'un titre jugé équivalent (art. 76 LSP).
9. L'activité de pharmacien adjoint ou d'assistant s'exerce à titre dépendant (art. 114 al. 1 LSP).
10. L'employeur de personnes exerçant une ou plusieurs professions relevant de la présente loi doit tenir à la disposition du département une liste de ces personnes. L'employeur doit s'assurer en outre que le ou les professionnels de la santé qu'il engage (art. 86 al.1 et 2 LSP) :

- sont titulaires d'un diplôme reconnu par le département pour exercer leur profession
 - bénéficient d'un état de santé physique et psychique qui permet l'exercice de leur profession.
11. Dans le cas où l'employeur constate des compétences insuffisantes ou des comportements inadéquats chez un professionnel, notamment si cela donne lieu à la cessation des rapports de travail, il informe le département sur les manquements observés (art. 86 al. 4 LSP).
 12. Remplacements : les personnes autorisées à exercer une profession de la santé et désirant se faire remplacer doivent en obtenir l'autorisation du département. Le remplaçant doit être titulaire d'un diplôme agréé par le département (art. 85 al.1 LSP).
 13. Le département fixe les conditions pour la suppléance, d'une durée limitée et sous la responsabilité du pharmacien responsable, par un assistant pharmacien titulaire de l'attestation d'examen d'assistant pharmacien délivrée par l'Office fédéral de la santé publique (art. 27 al. 4 REPS).
 14. Le pharmacien est tenu de valider les ordonnances. La validation porte à tout le moins sur les éléments suivants : l'identification du patient ; la vérification de l'authenticité et de la validité de l'ordonnance ; la vérification du dosage, de la posologie, des limitations éventuelles et des contre-indications ; le contrôle des interactions ; la prise de contact avec l'auteur de l'ordonnance en cas de nécessité. Le pharmacien doit en outre s'assurer que le patient est clairement informé sur les médicaments prescrits, leur posologie, leur mode d'emploi et leurs conditions de conservation. Il est tenu de viser l'ordonnance après validation et de conserver les données y relatives dans le dossier patient (art. 32 REPS).
 15. Les pharmaciens tiennent pour chaque patient un dossier résumant leurs observations et les prestations fournies (art. 87 al. 1 LSP).
 16. Toute personne qui pratique une profession de la santé, ainsi que ses auxiliaires, est astreinte au secret professionnel. Le secret professionnel a pour but de protéger la sphère privée du patient. Il interdit aux personnes qui y sont tenues de transmettre des informations dont elles ont eu connaissance dans la pratique de leur profession. Il s'applique également entre professionnels de la santé. Lorsque les intérêts d'un patient l'exigent, les professionnels de la santé peuvent toutefois, avec son consentement, se transmettre les informations le concernant. Les avis et déclarations aux autorités sanitaires ordonnés par les lois et les règlements sont réservés (art. 80 LSP).
 17. Le pharmacien avise immédiatement le médecin cantonal ou le pharmacien cantonal s'il soupçonne un usage abusif de produits thérapeutiques pouvant faire suspecter une dépendance (art. 112 LSP).

18. La fabrication de médicaments dans une pharmacie pour sa propre clientèle dans les limites fixées par la législation fédérale est soumise à autorisation du département. Les remplissages et mélanges simples sans mise en forme galénique ne sont pas soumis à autorisation. Le Conseil d'Etat fixe les conditions d'octroi et la procédure d'autorisation (art. 169 LSP).
19. Les médicaments fabriqués dans une pharmacie ou une droguerie pour leur propre clientèle dans les limites fixées par la législation fédérale et cantonale conformément à l'article 169, alinéa 1 doivent obtenir une autorisation de mise sur le marché du département. Le Conseil d'Etat fixe les conditions d'octroi et la procédure d'autorisation de mise sur le marché (rt. 171 al. 1 LSP).

Anne-Sylvie Fontannaz
Pharmacien cantonal

Annexe

- Une déclaration à compléter, signer et à nous retourner dans les meilleurs délais. Merci